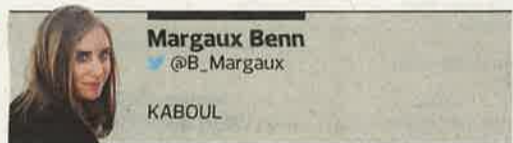




De jeunes femmes participent, aux côtés de leurs collègues masculins aspirants-officiers, à un exercice de simulation de combat à l'académie militaire de Kaboul, en février 2019. MARGAUX BENN

Le dur combat des femmes de l'armée afghane



Margaux Benn
@B_Margaux

KABOUL

C'EST une embuscade. Les tirs fusent depuis un abri à une quinzaine mètres en contrebas sur la colline. La tempête floute le paysage : dans le tourbillon des flocons, toutes les formes se confondent. Tapie derrière un monticule de neige, le visage rosi par le vent, Salma pointe son arme et tire. Bientôt, les munitions viennent à manquer. Alors, elle crie : « Babababam ! Bam ! Bam ! Bam ! » Le capitaine Khyber est satisfait : Salma et les autres aspirants - et aspirantes - officiers de l'académie militaire de Kaboul ont réussi l'exercice de simulation de combat.

Depuis que l'établissement a ouvert ses portes aux femmes il y a cinq ans, 215 ont reçu leur diplôme. Cette année, il y a en tout 76 femmes et 950 hommes à l'école d'officiers. Et même si la plupart des étudiantes se verront offrir, à la sortie, des postes administratifs à Kaboul, elles participent aux mêmes entraînements que leurs collègues masculins... Une exception dans ce pays très conservateur, où beaucoup de femmes ne peuvent pas étudier, se marier, se faire soigner voire sortir de chez elles sans l'accord de leur père ou de leur époux. Salma, 20 ans, vise un poste de combat dans l'une des nombreuses bases provinciales de l'armée afghane, où celle-ci affronte les talibans et la branche locale de l'État islamique (EI). Son pari est osé, mais réaliste : selon l'Otan, il y a aujourd'hui environ 3 230 policières, 1 312 femmes dans l'armée, et 122 dans les forces spéciales. En tout, elles représentent 1,4 % des forces de sécurité. « Mon rêve est de servir mon pays, mais pas seulement par les armes, explique la jeune femme au visage poupon qui a soigneusement ajusté son voile dans le col de son uniforme. Car pour que le pays aille mieux, il ne faudra pas seulement vaincre les insurgés : il faudra aussi améliorer la condition féminine. »

L'espoir d'une carrière pour les femmes

L'armée afghane, exsangue, essuie des pertes lourdes. En janvier, le président Ashraf Ghani a annoncé que depuis le retrait de la majorité des troupes internationales en 2014, quelque 45 000 membres des forces de sécurité ont été tués... Soit 30 par jour en moyenne. Les talibans contrôlent ou influencent près de la moitié du territoire afghan. La branche locale de l'EI, bien qu'elle contrôle moins de territoire, demeure une menace majeure. Et avec le départ annoncé des forces américaines et de l'Otan (les premières étant un allié clef de l'armée afghane contre les insurgés, les secondes assurant une mission de soutien et de formation), la situation sécuritaire et le moral des troupes afghanes s'annoncent en chute libre.

L'armée et la police font déjà face à un nombre record de défections. Il y a quelques jours, 150 membres de la police des frontières dans la province de Badghis, au nord-est du pays, ont même tenté de fuir au Turkménistan après avoir essuyé, une semaine durant, des assauts des talibans. Mais si de plus en plus d'hommes quittent l'uniforme pour rejoindre la vie civile ou des milices d'autodéfense, pour les fem-

Cette année comme depuis cinq ans, l'académie militaire de Kaboul forme 76 femmes au métier d'officier. Ce choix de carrière, qui bouscule les valeurs traditionnelles, est encouragé par le gouvernement mais se trouverait menacé en cas de retour au pouvoir des talibans.



mes, l'armée offre une rare perspective de carrière professionnelle.

Nafas Gul, élève officier de 23 ans, s'occupe seule de son fils de 4 ans depuis que son mari les a abandonnés. Dans l'armée, elle espère gagner un revenu fixe, bien supérieur à celui qu'elle recevrait grâce à l'un des rares emplois qu'elle pourrait trouver dans la vie civile. « Dans l'armée, je peux à la fois gagner un salaire pour être indépendante, et rendre mon pays moins dangereux pour mon enfant », confie-t-elle avec un large sourire. De nombreuses femmes qui choisissent cette carrière sont veuves ou mères célibataires : ostracisées, elles doivent trouver seules le moyen de subvenir à leurs besoins. Afin d'encourager les femmes à s'engager dans l'armée - et ainsi engranger les juteux financements internationaux visant à promouvoir l'émancipation des Afghanes - le gouvernement a mis en place des mesures incitatives, comme des soldes parfois supérieures à celles des hommes. Pourtant, ce ne sont souvent pas les femmes elles-mêmes qu'il faut convaincre de prendre les armes... mais bien leur communauté.

Le major Fatima Sadat, qui à 24 ans dirige la section féminine de l'académie, se rappelle : « Lorsque j'ai dit à ma famille que je voulais devenir officier, cela a fait scandale. Des oncles et des cousins ont tanné mon père pour qu'il m'en empêche, l'accusant de ne pas se préoccuper de mon image ni de mon honneur. » Ses parents texaient à ce que leur fille exerce le métier de son choix... Mais leur attitude fait figure d'exception. Non seulement certaines familles sont attachées aux valeurs traditionnelles qui n'accordent aux femmes qu'un rôle domestique, mais le qu'en-dira-t-on joue aussi un rôle déterminant. « S'ils laissent leur fille faire carrière dans les forces de sécurité, on racontera que c'est une famille peu recommandable, et toutes sortes de rumeurs circuleront », explique-t-elle assise à son bureau orné du drapeau national et d'une plaque dorée à son nom. Cela peut aller très loin : du sobriquet « be-hidjab » (« sans hidjab »), comme sont parfois surnommées les femmes en uniforme dont il est pensé, à tort, qu'elles ne portent pas le voile en présence de leurs collègues masculins, aux accusations de prostitution. Alors, pour éviter la honte et la stigmatisation sociale, certaines familles obligent leurs filles à choisir une carrière plus en accord avec les traditions.

Celles qui parviennent à entrer à l'académie font face à de nouveaux défis : « Certaines ont un niveau académique très bas, car dans leur famille l'éducation des filles n'était pas la priorité », déplore le major Sadat. En Afghanistan, 80 % des femmes seraient illettrées. « D'autres, en postulant, cachent le fait qu'elles sont mariées. Mais si elles tombent enceintes, elles ne peuvent plus suivre les activités physiques. »

À cela s'ajoute le problème de leur sécurité au sein même des bases et des administrations. Car malgré les centaines de millions de dollars alloués à l'intégration des femmes afghanes au sein de l'appareil sé-

curitaire - les États-Unis ont versé 160 millions de dollars à cette fin ces trois dernières années -, la mission est loin d'être accomplie. « Le harcèlement et les violences sexuelles existent dans tous les secteurs de la société, mais c'est un énorme problème dans l'armée », regrette la responsable. En sept ans dans l'armée, elle a été témoin de nombreux abus : « Si une femme veut obtenir une bourse d'études à l'étranger qui lui permettrait de monter en grade, par exemple, son supérieur ne lui accordera que s'il obtient quelque chose en retour. »

La question du harcèlement peu abordée

Le problème existe dans les armées du monde entier. En début d'année, la plus grande base américaine en Afghanistan a elle-même été critiquée dans un rapport interne pour son manque de réaction à la suite des accusations de violences sexuelles. Mais en Afghanistan, où les violences faites aux femmes envahissent déjà la vie civile, le problème est loin d'être résolu. Il est même à peine abordé.

En octobre 2018, le ministère de la Défense a déclaré l'adoption de mesures, peu précises, contre le harcèlement. Lors de l'annonce de cette nouvelle politique, le porte-parole du ministère, Jawed Ghaffoor, a indiqué que celle-ci ne visait qu'à prévenir toute éventualité de harcèlement, les autorités n'ayant eu vent « d'aucun fait de harcèlement » jusque-là. « C'est faux, corrige le major Sadat. Il est vrai que les plaintes sont rares, mais si une femme tente de rapporter des faits de violences ou de harcèlement sexuel, c'est toujours la parole du plus haut gradé qui est prise en compte. Pas celle de la femme. »

Alors que Washington et les talibans enchaînent les pourparlers pour arriver à un accord de paix (ces derniers refusant jusqu'ici toute communication officielle avec le gouvernement afghan), une autre menace est survenue : celle d'un retour des talibans au pouvoir, par exemple au sein d'un gouvernement d'union nationale. Les États-Unis, pressés notamment par leur propre calendrier électoral, ne cachent pas leur empressement de retirer leurs troupes d'Afghanistan, si bien que nombre d'observateurs redoutent un accord bâclé qui, tout en mettant fin au plus long conflit de l'histoire américaine, accorderait trop de concessions aux talibans.

Qu'advierait-il alors de Salma, Nafas Gul et les autres ? Leur camarade Salha, 20 ans, craint que ses droits soient sacrifiés au nom de la paix : « Si les talibans veulent baisser les armes, tant mieux. Mais j'ai peur qu'ils interdisent les femmes dans l'armée. » Lapidations, mutilations, pendaisons... De 1996 à 2001, les talibans ont imposé un règne de terreur dans le pays. Les femmes n'y avaient quasiment aucun droit. Aujourd'hui, même si peu d'Afghans croient au retour de l'obscurantisme, beaucoup se demandent jusqu'où les droits humains acquis depuis dix-sept ans seront maintenus, et grâce à quelles garanties. « Même si les talibans n'avaient pas le pouvoir d'interdire officiellement les femmes dans l'armée, ils feraient en sorte que cela se passe mal, que nous y soyons mal accueillies, voire en danger », redoute encore Salha qui ajoute que « les familles seraient alors encore moins enclines à nous laisser faire ce métier, et cela reviendrait au même ». Mais la jeune femme au regard perçant, qui assemble sa kalachnikov sous la neige, est catégorique : « J'ai fait trop de sacrifices pour les laisser me dire que je n'ai plus ma place ici. S'ils essaient de nous renvoyer, nous les combattons jusqu'au bout. » ■

Pour que le pays aille mieux, il ne faudra pas seulement vaincre les insurgés : il faudra aussi améliorer la condition féminine

SALMA, 20 ANS, ASPIRANTE-OFFICIER